

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture : 03/07/2024

Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	19	9

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/06/138

**VILLE DE TOULON -
APPROBATION DE LA
DECLARATION DE PROJET
VALANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN
LOCAL D'URBANISME DANS
LE CADRE DU PROJET DE
REHABILITATION ET
D'EXTENSION DU MUSEUM
D'HISTOIRE NATURELLE**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Jean-Sébastien VIALATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Jean-David MARION, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture : 03/07/2024

Date de publication : 04/07/2024

Séance Publique du 27 juin 2024

N° D' O R D R E : 24/06/138

**O B J E T : VILLE DE TOULON - APPROBATION DE LA
DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DANS LE CADRE DU PROJET DE REHABILITATION ET
D'EXTENSION DU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L153-54 et suivants, R153-15 et suivants et L300-6,

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Plan Local d'Urbanisme opposable de la ville de Toulon,

VU l'arrêté du Président de la Métropole n°AP23/111 en date du 6 juin 2023, prescrivant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulon, relative à la réhabilitation et l'extension du Muséum d'Histoire Naturelle,

VU la décision n° CU-2023-3373 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 14 avril 2023, dispensant la présente déclaration de projet de la réalisation d'une évaluation environnementale,

VU le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées du 27 juin 2023 relative à la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Toulon,

VU la délibération n°23/09/262 du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2023, relative à la justification de l'absence d'évaluation environnementale,

VU l'arrêté du Président de la Métropole n°AP23/172 en date du 3 octobre 2023 portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Toulon,

VU le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Toulon,

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Var en date du 20 novembre 2023 précisant que le projet n'est pas concerné par un motif de saisine de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites,

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur remis le 5 janvier 2024,

VU la délibération n°2024/67/S du Conseil Municipal de la commune de Toulon en date du 29 mars 2024 relative à « l'avis du Conseil Municipal de la ville de Toulon sur la déclaration de projet relative au Museum d'histoire naturelle emportant mise en comptabilité du PLU de Toulon »,

VU l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie Foncière en date du 17 mai 2024,

CONSIDERANT que la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Toulon est rendue nécessaire pour la mise en œuvre de la déclaration de projet portant sur la réhabilitation et l'extension du Muséum départemental du Var, également dénommé « Muséum d'histoire naturelle » situé à Toulon,

CONSIDERANT que l'objectif de ce projet est d'adapter l'établissement actuel à l'évolution des besoins du personnel et du public en procédant à l'élargissement des locaux, de sorte à répondre à l'accroissement des flux d'usagers. Le projet permettra, par ailleurs, d'assurer les conditions optimales à l'organisation d'expositions, d'une ampleur plus importante,

CONSIDERANT que le projet de modernisation du Muséum d'histoire naturelle revêt donc un caractère d'intérêt général au regard des différentes missions engagées pour un meilleur accès à la culture naturaliste, à l'apprentissage, ainsi qu'une reconsidération du levier culturel, comme moteur dans le développement scientifique, sociétal et économique,

CONSIDERANT que les évolutions induites dans le Plan Local d'Urbanisme concernent le déclassement de 340m² d'un Espace Boisé Classé (EBC) sur une partie de l'emprise du projet d'extension du Muséum, afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet,

CONSIDERANT que les avis des Personnes Publiques Associées sont favorables au projet,

CONSIDERANT que le dossier a été soumis à enquête publique du 30 octobre au 4 décembre 2023 et que les observations du public formulées pendant la durée de l'enquête ne remettent pas en cause le projet,

CONSIDERANT que deux courriers de remarques ont également été portés au dossier d'enquête, l'un émanant de la ville de Toulon relatif à une erreur constatée sur la fiche « Museum d'Histoire Naturelle » de l'Inventaire du Patrimoine et l'autre du Département du Var concernant une erreur matérielle relevée dans la notice de présentation et relative à l'implantation des constructions, ainsi qu'une demande de création d'un bassin de rétention,

CONSIDERANT qu'au sein du courrier de la DDTM du Var en date du 20 novembre 2023 est précisé que l'EBC n'est pas considéré comme significatif au regard de la loi littoral,

CONSIDERANT que M. Olivier LUC, Commissaire-Enquêteur, a remis le 5 janvier 2024 son rapport et ses conclusions motivées avec un avis favorable, sans réserve ni recommandation sur le projet,

CONSIDÉRANT que le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique en Mairie de Toulon, 9^{ème} étage, Avenue de la République, 83056 Toulon, et à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, Bâtiment le Galaxie bâtiment A, 482 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service planification urbaine, 2^{ème} étage, aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la commune,

CONSIDÉRANT que le dossier de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Toulon, modifié de façon mineure pour tenir compte des courriers du Département et de la Mairie de Toulon, tel que présenté au Conseil Métropolitain, est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-58 du Code de l'urbanisme,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Toulon dans le cadre du projet de réhabilitation et l'extension du Muséum départemental du Var situé à Toulon.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à prendre toutes les dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'approbation de ce document deviendra exécutoire après sa transmission à Monsieur le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4

DE DIRE que, conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que sur son site internet www.metrololetpm.fr et en Mairie de Toulon durant un mois,
- D'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 5

DE DIRE que la présente délibération et le dossier afférent pourront être consultés à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, Bâtiment le Galaxie bâtiment A, 482 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service planification urbaine, 2^{ème} étage et en Mairie de Toulon, 9^{ème} étage, avenue de la République, 83056 Toulon, conformément à l'article L153-22 du Code de l'urbanisme et seront mis en ligne sur les sites internet de la Métropole et de la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 70

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.



Accusé de réception

Acte reçu par: Préfecture du Var

Nature transaction: AR de transmission d'acte

Date d'émission de l'accusé de réception: 2024-07-03(GMT+1)

Nombre de pièces jointes: 1

Nom émetteur: Métropole TPM - Toulon Provence Méditerranée

N° de SIREN: 248300543

Numéro Acte de la collectivité locale: GPU240703075136

Objet acte: Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TOULON

Nature de l'acte: Délibérations

Matière: 2.1-Documents d urbanisme

Identifiant Acte: 083-248300543-20240627-GPU240703075136-DE

Rapport d'erreur(s):

Informations sur la donnée

Identification du document

Nom du document : 83137_PLU_20240627

Emprise géographique : TOULON

Version : 26

Etat du document sur le Géoportail de l'urbanisme

Identification du contributeur :

Organisme :

248300543

Numéro SIRET :

non renseigné

Adresse de l'organisme :

non renseignée

Le document 83137_PLU_20240627 a été publié sur le Géoportail de l'urbanisme le 03/07/2024 à 18h48.
Le présent document fait office de certificat de publication des données sur le Géoportail de l'urbanisme.

Paramètres de validation

Les paramètres suivants ont été utilisés pour la validation à partir des informations de la fiche de métadonnées.

S'ils sont incorrects, merci de la corriger et de procéder à un nouveau téléversement.

- Document testé: 83137_PLU_20240627
- Projection des données: EPSG:2154
- Standard utilisé: cnig_PLU_2017

Le document '83137_PLU_20240627' est valide

Rapport de conformité au standard cnig_PLU_2017

Pré-Validation

#	Type	Message
---	------	---------

- | | | |
|---|-------------|--|
| 1 | Information | La version cnig_PLU_2017 a été utilisée pour la validation. |
| 2 | Information | La projection EPSG:2154 (http://www.opengis.net/def/crs/EPSSG/0/2154) présente dans la fiche de métadonnées est utilisée pour la validation. |

Vérification générale

✓ **Aucun message de cette nature**

Vérification des métadonnées

✓ **Aucun message de cette nature**

Vous pouvez éditer et rendre conforme votre fiche de métadonnées en utilisant le générateur de métadonnées du GPU.

Vérification du modèle des tables

✓ **Aucun message de cette nature**

Vérification du contenu des tables

#	Type	Modèle	Table	Champ	Identifiant	Message
1	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	14	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.
2	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	27	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.
3	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	34	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.
4	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	52	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.
5	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	55	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.

#	Type	Modèle	Table	Champ	Identifiant	Message
6	Avertissement	cnig_PLU_2017 > ZONE_URBA > WKT	Donnees_geographiques/83137_ZONE_URBA_20240627.dbf	GEOMETRIE	93	La géométrie est détectée en dehors des limites du document d'urbanisme.
7	Avertissement	cnig_PLU_2017 > PRESCRIPTION_LIN > WKT	Donnees_geographiques/83137_PRESCRIPTION_LIN_20240627.dbf	GEOMETRIE	3	La complexité géométrique approche les seuils tolérés. Nombre de parties 639 > 500.



VILLE DE TOULON



PLAN LOCAL D'URBANISME

Approuvé le 27 juillet 2012

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU

NOTICE DE PRESENTATION



SOMMAIRE

1. Préambule	3
A. L'objet de la procédure.....	3
B. Le déroulement de la procédure	3
2. Contexte du projet et justification de son intérêt général.....	5
A. Présentation du secteur	5
B. Présentation du projet.....	9
C. Justification de l'intérêt général	16
3. Modalités de mise en compatibilité du PLU avec le projet.....	21
A. La nécessité de réduire un espace boisé classé.....	21
B. Un projet compatible avec le PADD du PLU de Toulon	22
4. Cadrage réglementaire : Articulation et compatibilité avec les documents supérieurs	23
A. Les règles générales du Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires Provence-Alpes- Côte d'azur (SRADDET)	23
B. Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), intégré au SRADDET.....	24
C. Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Provence-Alpes-Côte d'Azur (intégré au SRADDET)	26
D. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée	27
E. Le Schéma Directeur de l'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée	28
F. Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PRGI), le Territoire à Risque Important d'Inondation (TRI)	30
G. Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) des Petits Côtiers Toulonnais	31
H. Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	31

1. PREAMBULE

A. L'OBJET DE LA PROCEDURE

La ville de Toulon dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2012. Le PLU a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution depuis lors.

La présente procédure de déclaration de projet, menée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, porte sur la réhabilitation et l'extension du Muséum départemental du Var, également dénommé « Muséum d'histoire naturelle » situé à Toulon. L'objectif de ce projet est d'adapter l'établissement actuel à l'évolution des besoins du personnel et du public en procédant à l'élargissement des locaux, de sorte à répondre à l'accroissement des flux d'usagers. Le projet permettra, par ailleurs, d'assurer les conditions optimales à l'organisation d'expositions, d'une ampleur plus importante.

Afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet, il s'agira de déclasser 340m² d'un espace boisé classé du PLU de Toulon sur une partie de l'emprise du projet d'extension du Muséum.

B. LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

a. Le cadre réglementaire

▪ La mise en compatibilité du PLU par une déclaration de projet

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre de la procédure de déclaration de projet prévue par le Code de l'urbanisme, notamment aux articles L.300-6, L.153-54 à L.153-59 et suivants.

Conformément à l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme, « l'Etat et ses établissements publics, **les collectivités territoriales** et leurs groupements **peuvent**, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement, **se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction** ».

L'enquête publique doit porter à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme qui en est la conséquence comme le rappelle l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme.

▪ L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

L'article R.104-13 du Code de l'urbanisme précise les occasions dans lesquelles les procédures de mise en compatibilité des documents d'urbanisme donnent lieu à une évaluation environnementale.

En effet, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité lorsque celle-ci permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

Dans les autres cas le projet fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas.

Etant donné que le secteur de projet n'est pas concerné par un site Natura 2000, la procédure de déclaration de projet fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas.

Conformément à l'article R.104-14 2° du Code de l'urbanisme, un examen au cas par cas ad hoc doit être réalisé lorsque la procédure est menée par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme. La procédure étant portée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, un examen au cas par cas ad hoc sera donc soumis à la MRAE.

La réponse de la MRAE sera jointe au dossier d'enquête publique.

b. La procédure

La présente procédure de déclaration de projet se traduit par :

- La saisine de l'autorité environnementale au titre de l'examen au cas par cas ad hoc

La procédure de déclaration de projet étant menée par l'EPCI compétent en matière de PLU, la Métropole devra saisir la MRAE au titre de l'examen au cas par cas ad hoc.

La MRAE dispose d'un délai de deux mois pour examiner le dossier et indiquer à la Métropole la nécessité ou non de soumettre la procédure à évaluation environnementale, au regard des incidences sur l'environnement d'une telle procédure.

- La nécessité de confirmer le choix de ne pas soumettre à évaluation environnementale

Dans l'hypothèse où la MRAE estime qu'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire, le Conseil métropolitain devra confirmer son choix de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme au regard de l'avis rendu par l'Autorité environnementale.

- La consultation de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS)

Conformément aux articles L.121-27 et L.113-1 du Code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme classe en espaces boisés, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après avis de la CDNPS.

Par conséquent, en cas de suppression d'espaces boisés classés, la CDNPS doit être saisie pour avis, lequel sera joint au dossier d'enquête publique. La DDTM estime d'ores et déjà que l'EBC impacté par la procédure de déclaration de projet n'est pas significatif.

- L'organisation d'une réunion d'examen conjoint associant les personnes publiques associées

Conformément aux articles L.153-54 et R.153-15 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint devra être organisée par le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, réunissant la commune et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme.

Un procès-verbal sera dressé à l'issue de cette réunion et joint au dossier d'enquête.

- L'organisation d'une enquête publique d'une durée d'un mois

Une enquête publique d'une durée d'un mois sera organisée conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Un Commissaire Enquêteur sera désigné par la Présidente du Tribunal administratif de Toulon pour mener cette enquête.

Cette enquête publique portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme.

- L'approbation de la déclaration de projet

La déclaration de projet éventuellement modifiée pour tenir compte de l'avis des personnes publiques associées, du Commissaire Enquêteur et de la population, sera ensuite approuvée par délibération du Conseil métropolitain.

2. CONTEXTE DU PROJET ET JUSTIFICATION DE SON INTERET GENERAL

A. PRESENTATION DU SECTEUR

Le projet d'extension et de rénovation du Museum d'histoire naturelle de Toulon est localisé sur l'emprise actuelle du Muséum et ses abords immédiats, à l'Ouest du territoire communal. Situé à environ 3 kilomètres du centre-ville de Toulon, le site de projet est bordé par le chemin du Jonquet à l'Est, un immeuble d'habitation collectif au Nord et le jardin du Las sur ses franges Ouest et Sud.

Initialement, le musée était abrité au rez-de-chaussée du musée d'Art et de la bibliothèque centrale du boulevard Leclerc, lesquels ont été inaugurés en avril 1888. En 2011, le Muséum départemental du Var a été transféré au sein de la villa Burnett (quartier du Jonquet). Celle-ci même est implantée au cœur du jardin départemental du Las, classé en espace naturel sensible. Bien que le secteur de projet regroupe divers équipements et services de proximité, celui-ci est essentiellement à vocation résidentielle.

Le projet en question prévoit la réhabilitation et l'extension des locaux existants du Muséum. L'assiette du projet concernera les parcelles DW 0309 et DV 0546, appartenant au Conseil départemental du Var.



Localisation du secteur de projet



Zoom sur les limites opérationnelles du projet









Photographies du Muséum actuel

B. PRESENTATION DU PROJET

a. Contexte de l'opération

Afin de s'adapter aux mutations qui touchent les pratiques courantes au sein du Muséum d'histoire naturelle de Toulon, le département du Var souhaite déployer un plan d'investissement ambitieux visant à livrer à l'horizon 2027, une nouvelle image de l'établissement culturel, au profit du territoire varois et régional. Ce projet permettra de disposer d'une offre culturelle moderne et accessible à tous les publics.

Le projet d'extension et de rénovation du Muséum d'histoire naturelle répondra à plusieurs objectifs :

- Ouvrir un établissement culturel à l'image du département et à rayonnement régional, voire national ;
- Promouvoir une nouvelle offre culturelle pour la ville de Toulon et le Var et la conforter dans l'économie locale ;
- Créer un espace de sociabilité à destination de tous les publics, dans la continuité du renouvellement urbain de la ville ;
- Conserver et mettre en valeur le patrimoine culturel du département ;
- Accompagner les acteurs du territoire et les établissements pédagogiques dans les programmes menés en lien avec la thématique du Muséum.

L'amélioration des locaux existants ainsi que les extensions nécessaires ont été formalisées à la suite d'un retour d'expérience des utilisateurs. Le futur Muséum requiert donc :

- L'agrandissement de la salle d'exposition temporaire ;
- La création d'un poste de sécurité au sein du bâtiment existant ;
- La création de deux bureaux (voire trois si possible) ;
- La création d'un préau ;
- La remise à niveau du monte-charge ;

- La création d'une salle de conférence et de médiation.

Quant à l'agrandissement de la salle d'exposition temporaire, les expositions présentées sont de plus en plus importantes. Par cette extension, les locaux pourront ainsi accueillir des gestes scénographiques sans contraintes d'espace (zones de lecture, de projection et de manipulation). Des objets de grandes dimensions pourront également être exposés, tels que des montages ostéologiques ou des reconstitutions en taille réelle.

La capacité d'accueil du public doit également être augmentée au vu de l'accroissement de la fréquentation des expositions temporaires et permanentes (600 personnes par jour). Les travaux prévus dans le cadre du projet permettront d'augmenter les jauges et d'éviter des épisodes d'attente du public, lequel patiente en extérieur sous chapiteau.

La création d'un préau pour abriter les groupes et les visiteurs devant la salle de médiation et de conférence s'avère nécessaire. En effet, les élèves ou le public assistant à des activités développées par le musée en extérieur pourront s'y abriter en cas d'intempéries. Cet espace extérieur permettra de faire patienter les groupes devant la salle de médiation et de protéger des œuvres ou le mobilier lors de leur déchargement dans la salle d'exposition temporaire. En outre, le préau offrira une protection solaire pour abriter les nouveaux locaux exposés à l'orientation Sud.

La création d'une salle de conférence et de médiation a également été identifiée pour permettre notamment à des groupes scolaires d'y pratiquer des activités pédagogiques liées aux expositions du Muséum. L'équipe de médiateurs pourra également y entreposer du matériel pédagogique et des équipements utiles à leurs médiations. Enfin, cette salle modulable pourra aussi accueillir des conférences pour un public d'une quarantaine de personnes. L'accès extérieur direct permet de créer une entrée pour les groupes et les scolaires, distincte de celle des publics individuels, pour une meilleure gestion du flux de visiteurs.

De même, la création d'une réserve est un besoin important pour la Régie des collections, en charge de la préparation, de l'organisation et du suivi des mouvements des objets de collections et d'expositions.

Cet espace servira à :

- Entreposer les objets en prêt ou en transit lors de montages et démontages d'expositions temporaires ;
- Stocker les emballages et supports de conditionnement sur le temps de l'exposition temporaire.

Cette salle adjacente à l'espace d'exposition temporaire et dotée d'un accès extérieur, permettra aux prestataires de déposer du matériel technique plus aisément, en particulier pour des éléments plus fragiles et pesants.

Les travaux liés à la concrétisation du programme concerneront une surface totale d'environ 407 m².

Le projet nécessite de réduire une partie de l'espace boisé classé (EBC) situé sur la parcelle n°DV 0546, puisqu'une telle protection rend le terrain inconstructible. Cette réduction d'EBC est de 340m².



• Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Toulon

Cependant, il n'est aucunement utile de déclasser l'espace boisé classé sur l'ensemble de la parcelle, mais uniquement la partie nécessaire à ce besoin d'extension, suivant la surface définie sur le plan ci-après et qui représente 340 m².



Vue sur le site nécessitant la réduction de l'EBC

b. Programmation globale et organisation des espaces

Afin de répondre aux besoins des usagers du Muséum, les conclusions suivantes ont été retenues :

- Une partie des besoins des utilisateurs peut être comblée en aménageant les espaces intérieurs (bureaux, salle de médiation).
- L'extension de la salle d'exposition temporaire, de la salle de conférence et des réserves serait réalisée dans le prolongement de la salle existante, ce qui permettrait de créer un espace unitaire et cohérent, facile à aménager, facile d'accès et en relation directe avec des futures réserves et avec le futur préau et le parc.

La réalisation du programme retenu pour la réhabilitation et l'extension du Muséum concerne une surface d'environ 407 m², répartis comme suit :

- au RDC (377 m²) :
 - o construction d'environ 200 m² dédiés à l'exposition temporaire et aux conférences ainsi qu'aux réserves ;
 - o réalisation d'environ 40 m² de préau ;
 - o rénovation d'environ 137 m², comprenant l'entrée, la salle d'expositions permanentes, l'accueil, le poste de sécurité et la salle d'expositions temporaires.
- au R+2 (30 m²) :
 - o réaménagement d'environ 30 m² de surface de plancher, à travers un changement d'affectation des combles, pour la création de deux ou trois bureaux.

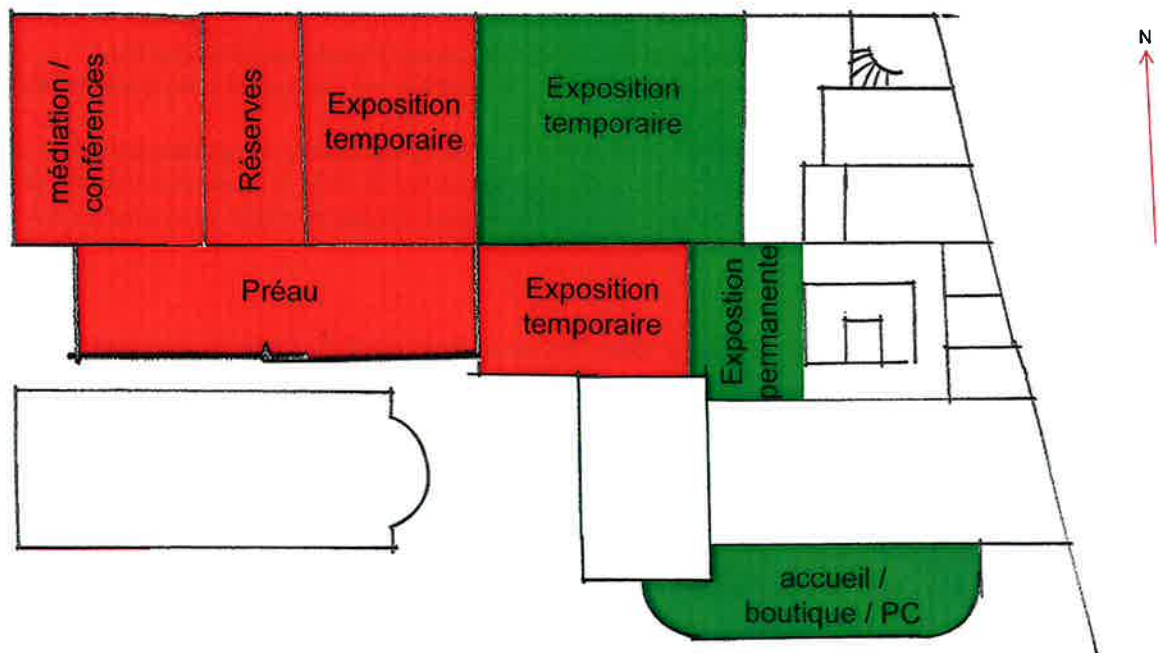
Les extensions sont prévues côté Ouest du bâtiment existant, dans le prolongement de la salle d'exposition temporaire et au Sud-Ouest du bassin. L'entrée sera quant à elle déplacée côté Sud, dans la véranda, suivant l'axe du jardin du Las.

Les transformations apportées au rez-de-chaussée impliqueront une reconversion de la véranda pour la création des espaces d'accueil/boutique et du poste sécurité.

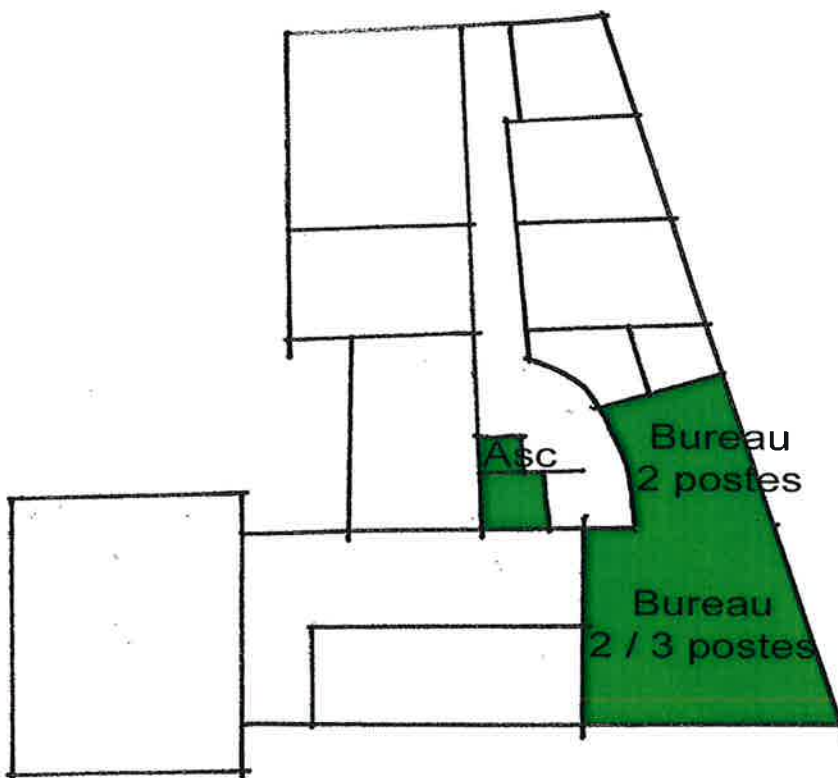
Les surfaces actuelles de la salle de minéralogie et de l'accueil forment un plateau cohérent au profit de l'aménagement d'une salle d'exposition permanente.

Le préau sera créé côté Ouest, le long de la salle d'expositions temporaires et de la salle de conférence/médiation, à proximité de l'entrée actuelle. Les groupes d'enfants pourront accéder par le préau puis passer dans la salle de médiation.

L'exposition temporaire sera élargie et une salle de conférences/médiation créée dans le prolongement de la salle d'exposition temporaire existante, sur le jardin, dans l'espace proche de l'entrée actuelle. Cette nouvelle salle sera complétée par un local dépôt/stockage /réserve tampon.



■ Création ■ Rénovation / transformation



R+2 ■ Rénovation / transformation

Croquis de la disposition du programme du Muséum

Les transformations retenues en R+2 concerneront essentiellement le réaménagement des combles, en vue de créer des bureaux et une salle de réunion, ainsi que le remplacement du monte-charge, qui présente des dysfonctionnements. Un ascenseur sera installé à la place, sous réserve d'une faisabilité technique et sécuritaire.

Des améliorations techniques du bâtiment peuvent être complétées dans le cadre de l'opération sans pour autant impacter la réhabilitation comprise dans le programme. Ainsi, l'isolation des combles sera renforcée sur les parties en faux-plafond démontable. L'espace cuisine/détente sera également requalifié et les menuiseries de la salle d'expositions actuelles seront réemployées et redistribuées dans la configuration de la nouvelle salle.

Des vérifications seront effectuées sur le système de climatisation en cours de rénovation. Celui-ci sera rendu opérationnel pour les besoins du Muséum. De surcroît, les travaux de rénovation vont inclure l'installation d'un dispositif de gestion de l'hygrométrie dans les locaux le nécessitant.

Les espaces du futur Muséum seront disposés de sorte à assurer les liaisons fonctionnelles et de circulation adéquates à son bon fonctionnement. Bien que le PLU puisse déroger aux règles d'implantation pour ce type d'équipement, de par son utilité publique et collective, le projet prévoit une implantation en limite séparative. Le plan ci-après illustre les principes de composition du projet de rénovation et d'extension du Muséum d'histoire naturelle.

Le projet prévoit également un bassin de rétention qui sera implanté dans l'emprise du déclassement de l'Espace Boisé Classé, en anticipation des futures prescriptions du PLU.

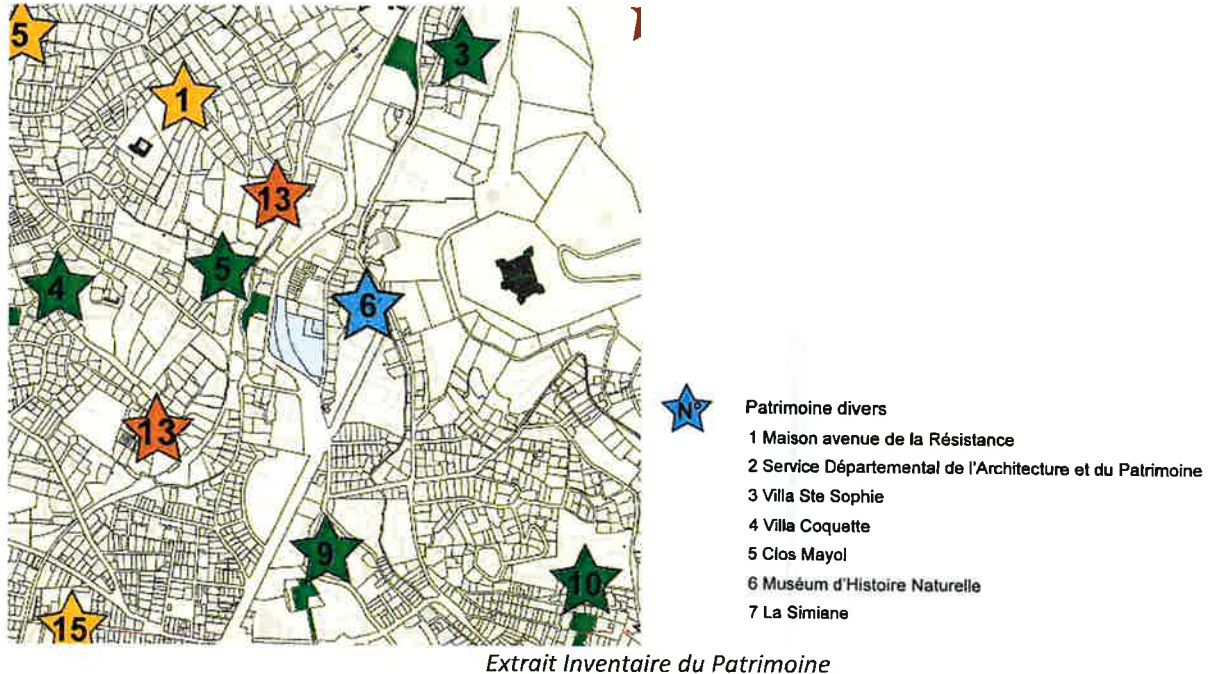


Plan de repérage des entités du Muséum

c. Un site répertorié en tant qu'élément remarquable du patrimoine

Le bâtiment ne bénéficie d'aucune protection et de classification de la part de la DRAC.

Le terrain est en revanche répertorié dans l'inventaire du patrimoine divers (n°6 Muséum d'histoire naturelle).



A ce titre, la fiche correspondante au Muséum d'histoire naturelle justifie une telle préservation : « *le bâtiment remarquable conserve différents éléments architecturaux qui sont les témoins des transformations du bâtiment au fil du temps. A l'origine, une bastide rurale, puis une demeure de campagne anglaise et enfin un Muséum d'histoire naturelle sur le site d'un jardin remarquable* ».

Le projet envisagé respecte le classement patrimonial du Muséum d'histoire naturelle en ce que :

- L'extension du Musée vise exclusivement le rez-de-chaussée du bâtiment. Un seul niveau sera réalisé en extension et les éléments architecturaux de qualité du bâti seront conservés.
- La transformation prévue en R+2 du bâtiment n'aura aucun effet sur l'extérieur du bâtiment dans la mesure où il s'agit exclusivement de rénovation intérieure.
- Les essences présentes sur le terrain seront préservées au maximum.

Une attention toute particulière sera portée au projet lors du dépôt de l'autorisation d'urbanisme afin de constater le respect du caractère remarquable du site.

C. JUSTIFICATION DE L'INTERET GENERAL

La démonstration de l'intérêt général du projet doit faire appel à des éléments de contexte qui conditionnent les motivations de ce projet, en l'occurrence ceux qui se rapportent aux dynamiques socio-économiques du territoire communal et départemental, dont la fréquentation des équipements culturels, tels les musées.

Afin de présenter le rôle du Muséum d'histoire naturelle et l'intérêt du projet porté par le département, il est utile de retracer l'histoire de cet établissement et les diverses évolutions subies.

Œuvre de l'architecte Toulonnais Gaudensi Allar qui débute les travaux en 1882, le Muséum fut inauguré le 29 avril 1888. L'établissement était alors localisé dans les locaux partagés avec le musée d'Art et la bibliothèque centrale, au boulevard du Général Leclerc, dans le centre-ville de Toulon. Le Muséum y a été installé au dernier moment au rez-de-chaussée en lieu et place d'une salle de sculpture.

A partir de 2003, l'équipe du Muséum devient départementale. Les collections sont transférées au Conseil général en 2012. Un projet de mise en valeur des collections voit le jour le 21 juin 2011 avec l'ouverture du Muséum d'histoire naturelle de Toulon et du Var, au sein du jardin du Las. Un nouvel espace scénographié permet de présenter près de 2000 objets et spécimens d'histoire naturelle dans 600 m² de surface. La fréquentation du public répond immédiatement à cette modernisation et à ce nouveau regard exprimé sur l'histoire et les sciences naturelles.

Pour rappel, le programme retenu pour la réalisation du projet vise à répondre à un accroissement de la fréquentation du musée à laquelle une extension s'avère nécessaire. Par ailleurs, les expositions mises en avant dans les espaces actuels sont contraintes de s'adapter à la taille des espaces qui leur sont dédiés. Ainsi, la diversification de l'offre ne peut pas être satisfaite sur des œuvres de taille et nombre plus importants. De surcroît, les besoins en stockage et en conservation, essentiels dans la fonction muséale sont rapidement épuisés, pouvant engendrer un déséquilibre entre l'offre et la demande et mettre l'établissement en difficulté.

C'est pour ces raisons que le projet envisagé pour la rénovation et l'extension du Muséum d'histoire naturelle est porteur d'une plus-value pour la commune de Toulon et le département du Var. L'émergence d'une image renouvelée du Muséum est incontestablement porteuse d'un intérêt collectif dans le quotidien des usagers et la vie des équipements publics culturels. L'intérêt d'un tel projet est essentiellement culturel.

a. Un musée thématique au diapason avec l'ère de la transition écologique

A l'instar des musées de France, le Muséum départemental de Toulon et du Var a en charge l'acquisition, l'étude, la conservation et la valorisation des collections. Cette valorisation se fait à travers les moyens les plus fréquents, soit la présentation au public par les expositions et leur médiation scientifique et culturelle.

Révéléateur d'espèces précieuses, le Muséum départemental du Var oriente particulièrement son champ d'action sur la relation entre les savoirs et les savoir-faire des naturalistes, permettant de faire reconnaître une véritable culture du vivant. L'émergence de cette culture donne ainsi aux visiteurs, des éléments de compréhension du travail scientifique des naturalistes et la compréhension des enjeux liés à la géo-biodiversité.

La biodiversité est le tissu vivant de notre planète, elle recouvre l'ensemble des milieux naturels et des formes de vie, ainsi que leurs interactions. La France dispose d'un patrimoine naturel exceptionnel, par les espèces et les habitats naturels qu'elle abrite, dont la singularité des écosystèmes tropicaux. Plus de 180 000 espèces sont actuellement recensées en France, soit 10 % des espèces connues sur la planète.

A l'heure actuelle, un constat alarmant révèle une biodiversité menacée, en effet 75% des milieux terrestres et 40% des écosystèmes marins sont fortement dégradés. Les milieux naturels sont également fragilisés : plus de 35 % des milieux humides littoraux et continentaux ont disparu depuis 1970 dans le monde et les forêts tropicales pourraient disparaître d'ici 50 à 70 ans au rythme actuel de la déforestation.

La préoccupation de la préservation de la biodiversité interroge davantage nos modes de vivre, d'habiter, de consommer, de se déplacer, etc. Dans ce contexte ardu, un travail de médiation et de communication sur la sensibilité écologique et les mesures compensatoires s'impose. C'est ainsi, qu'un rebond vers la fonction d'une institution muséale peut être pertinemment associé à ce travail.

Il est rappelé que le Muséum du Var a en charge l'acquisition, la conservation et l'animation des collections d'Histoire Naturelle du département. L'enjeu est de sensibiliser le public à la diversité des spécimens issus de l'entomologie (27 000 insectes répertoriés), de l'herpétologie (61 spécimens) qui étudie les amphibiens et les reptiles du Var ou la Tortue d'Hermann. En effet, les reptiles terrestres varois correspondent à 70% de la richesse de France métropolitaine et de la mammologie (sur les 250 mammifères terrestres représentés, 70 sont présents dans le Var).

Le Muséum possède dans ses collections 978 espèces d'oiseaux, dont de nombreuses présentes dans le département du Var, qui se classe parmi les plus riches de France grâce à 167 espèces d'oiseaux nicheurs. Avec une palette d'environ 2500 plantes, la flore du Var est également l'une des plus notables de France.

Le Muséum rassemble, par ailleurs, des vitrines consacrées à la préhistoire, la minéralogie, l'ethnologie ou la paléontologie, permettant l'observation d'un squelette de ptérosaure, de fossiles et d'outils agraires remarquables.

La diversité des objets et des collections du Muséum départemental du Var, présentée dans les salles, permet de nourrir une grande variété de visites et d'actions de médiation : roches et paysages, minéraux, fossiles, dinosaures, préhistoire, botanique, mammifères, oiseaux, insectes, tortues, lézards, serpents et amphibiens. Ces collections sont centrées sur le territoire du Var, de la Provence et de la Méditerranée. Cet ensemble facilite le croisement de plusieurs disciplines et leur lien à l'histoire évolutive du vivant et des paysages.

La mise à disposition du public de ce savoir, en lien étroit avec les sujets d'actualités, permet de transférer les savoirs cachés de la nature, mais particulièrement de sensibiliser chaque visiteur à l'issue de chaque programme et de l'impliquer dans l'ère de transition écologique, à travers :

- l'analyse des mécanismes passés et présents de l'évolution de la biodiversité ;
- les moyens de sa préservation dans le cadre du développement durable ;
- la compréhension des interactions de l'homme avec son environnement et l'impact des changements actuels ;
- la perception des enjeux sociétaux et environnementaux liés au patrimoine, à la biodiversité, au climat et à la transition écologique.

b. Un équipement pédagogique pour les groupes scolaires et les visiteurs

Le musée est un foyer intellectuel par excellence qui offre à tout public la possibilité de prendre connaissance de la richesse culturelle et patrimoniale. Il s'agit d'un établissement éducatif pour les visiteurs, les chercheurs et les apprenants. Ce type de structure favorise aussi bien l'échange entre l'homme et l'œuvre qu'entre les groupes d'individus car au-delà d'une institution pédagogique le musée renvoie à un cadre d'échange et de sociabilité sur les temps de loisirs.

Mémoire pérenne des lieux, le musée développe chez ses usagers, une certaine réflexion et imagination. Il permet de se connecter, de comprendre et d'explorer des perceptions, des sentiments et des pensées innovantes. Les musées sont des espaces de réflexion, d'expérimentation, d'inspiration, de créativité, ils offrent des expériences d'apprentissage authentiques.

Des enquêtes menées en vue de l'amélioration de la fonction muséale, en prenant en compte les représentations sociales des visiteurs, ont fait émerger le portrait du « visiteur-expert ». En effet, la diversification de l'expérience de la visite et de la médiation, contribue à former le visiteur, en lui procurant l'apprentissage des codes d'écriture de l'exposition, ainsi que les modalités de mises en scène. Les visites en groupe confortent la position du visiteur, en le plaçant dans le rôle d'un acteur, transporté par les échanges et les débats divers autour de l'exposition. La dimension sociale du musée procure ainsi à son public, une capacité à porter un avis sur l'exposition et l'exposé.

Le Muséum du Var appuie les établissements scolaires et les centres de loisirs dans l'accompagnement des enfants, en concevant avec les animateurs le contenu pédagogique des temps de médiation envisagés, en lien avec l'âge des enfants. C'est pour cela que le choix de ne pas définir des activités à la carte auprès des groupes a été fait, afin d'accorder libre choix aux structures organisatrices.

Le musée est en effet un lieu à privilégier pour l'éveil et la curiosité des enfants. Les expositions présentes dans les musées leur offrent l'occasion d'explorer de nouvelles choses, dans un environnement riche et éducatif. Par conséquent, l'enfant y développe le plus souvent son sens de l'esthétisme et sa sensibilité à l'art. L'analyse et l'appréciation d'une œuvre peuvent conduire à s'exprimer autour de ses émotions, par rapport à ses perceptions. C'est ainsi, que les intentions traduites dans le projet porté pour l'amélioration des conditions d'accueil dans le Muséum du Var, intègrent l'accompagnement pédagogique, à travers la création d'une salle modulable de conférences et de médiation, afin de réaliser des activités en lien avec la thématique du Muséum. De plus, la création d'un préau dans le projet permettra d'abriter les effectifs réceptionnés pour le développement d'activités en extérieur.

Au-delà d'un dispositif communicationnel et d'un cadre social, la fonction muséale impose une part de recherche, en vue de la production du savoir et de l'information, d'autant plus observée avec la diversification organisationnelle des musées. Cette diversification sensiblement liée à l'évolution des métiers, des services et du fonctionnement, sert parfaitement la société contemporaine qui se heurte à la croisée des enjeux de développement et des enjeux environnementaux. C'est au même titre que le Muséum d'histoire naturelle du Var doit répondre à cette montée en compétence des musées, ainsi qu'aux mutations des modes de vie. A l'heure actuelle, le musée contribue pleinement à la recherche scientifique en menant des études en lien avec la richesse du patrimoine naturel et afin de répondre aux attentes de différents acteurs du territoire.

c. Une richesse patrimoniale au service de l'avancée scientifique et de l'attractivité départementale

Depuis les années 2000, l'engagement culturel à l'échelle départementale a évolué de manière significative afin de proposer aux Varois une offre culturelle en adéquation avec le développement et leurs attentes. Jusque dans les années 2000, le Var était peu pourvu en équipements culturels. Depuis, plusieurs nouveaux grands équipements ont émergé avec l'appui du département afin d'étoffer l'offre culturelle. En parallèle, les structures déjà existantes ont été modernisées, comme l'Opéra de Toulon et la scène nationale Châteauvallon. Cette dynamique perdure avec la modernisation du Muséum d'histoire naturelle.

Le Var est compris dans la région PACA, classée deuxième région pour le mécénat culturel. Il figure parmi les rares départements français à posséder un Muséum d'histoire naturelle consacré à la mise en valeur de son patrimoine local. Le Var dispose d'une offre culturelle diversifiée qui met en avant son patrimoine à travers ses 17 musées dont le Muséum d'histoire naturelle de Toulon.

Fort d'une longue histoire de plus de 130 ans, le Muséum départemental du Var est à la fois une mémoire humaine, sociale et politique. Cette institution demeure un établissement de référence pour les sciences naturelles et les naturalistes dans le département. Si le périmètre de ses missions a évolué au fil du temps, il a toujours en charge l'acquisition, l'étude, la conservation et la médiation des collections constituées et/ou rassemblées par les naturalistes.

Le Département contribue activement à faire de la culture un facteur de développement territorial, personnel et économique. Après d'importants investissements réalisés jusqu'en 2015 pour doter la plupart des bassins de vie varois de structures culturelles performantes, le Département mise sur la richesse et la qualité de l'offre culturelle à travers la valorisation des équipements et de ses actions propres. Telle est la démarche dans le cadre du projet de rénovation et d'extension du Muséum que le département souhaite engager aujourd'hui, au profit du développement économique, social et culturel.

Témoin de l'histoire passée et présente du Var, le Muséum enregistre de plus en plus d'afflux avec près de 50 000 visiteurs par an enregistrés. Labellisé Musée de France, le Muséum dispose d'une collection de 180 000 objets divers issus des espèces vivantes. Sur deux niveaux, l'exposition permanente permet la déambulation depuis la salle des roches et paysages vers la minéralogie, les fossiles, la préhistoire, puis la botanique. À l'étage, l'exposition se poursuit autour de la biodiversité de Provence : mammifères, oiseaux, reptiles et insectes...

Les musées sont de véritables institutions qui retracent l'histoire locale et révèlent l'identité des lieux, de sorte qu'ils représentent un important levier de développement. Il est indéniable que le portage d'une politique culturelle forte pèse dans le poids de toute collectivité. C'est pourquoi le département du Var défend cette démarche d'amélioration continue des services culturels, que cela soit fait pour connaître les collections départementales, valoriser le patrimoine, s'ouvrir à la jeune création ou mettre en place une offre d'animations.

De plus, l'évolution des formes de manifestations culturelles contribue activement à l'attractivité touristique qui est déjà un attrait du Var permettant de conforter le patrimoine et l'économie locale. Les évolutions inscrites au projet de modernisation du Muséum, correspondent à cette mutation culturelle.

Par ailleurs, le Muséum assure en plus de sa fonction de mémoire, de transmission et d'animation, un rôle considérable dans la recherche scientifique. L'équipe du Muséum du Var est souvent sollicitée pour des expertises sur des objets, des avis ou des études concernant la biodiversité et la géodiversité. A ce titre, le Muséum tâche de répondre aux sollicitations d'expertise et possède également un réseau important de partenaires, pour l'aider à rendre des avis les plus éclairés possibles. La taxinomie, la biogéographie, la paléontologie, l'écologie de la conservation et les suivis de population sont les disciplines dans lesquelles l'équipe

est la plus sollicitée. Il s'agit notamment d'avis en amont des acquisitions foncières, d'ingénierie sur la gestion raisonnée des bords de routes départementales, des évaluations patrimoniales...

C'est ainsi que le Muséum détient à son actif 5 000 données scientifiques produites par an, 5 publications scientifiques par an, avec près de 650 heures de médiation assurées par an auprès de différents publics.

Le projet de modernisation du Muséum d'histoire naturelle revêt donc un caractère d'intérêt général au regard des différentes missions engagées pour un meilleur accès à la culture naturaliste, à l'apprentissage, ainsi qu'une reconsidération du levier culturel, comme moteur dans le développement scientifique, sociétal et économique.

3. MODALITES DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PROJET

A. LA NECESSITE DE REDUIRE UN ESPACE BOISE CLASSE

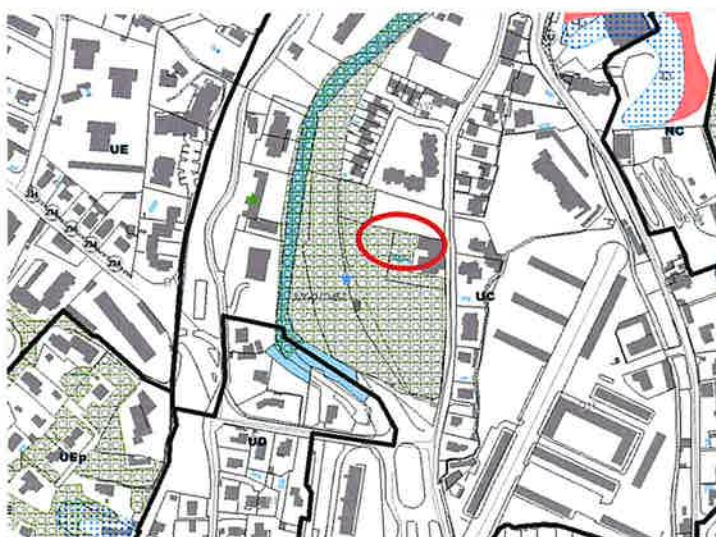
Afin de permettre la réalisation du projet, le site nécessite un déclassement partiel des espaces boisés classés inscrits au plan local d'urbanisme de Toulon dans la mesure où un tel classement en EBC empêche tout déboisement.

« Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements » conformément à l'article L.113-2 du Code de l'urbanisme.

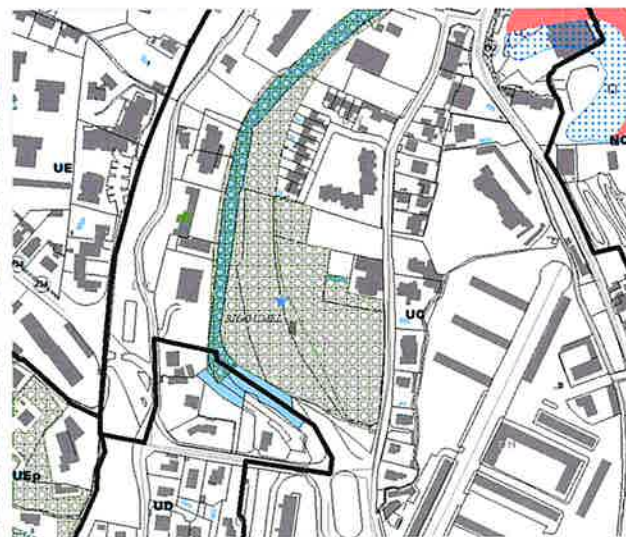
Au regard de l'intérêt général du projet, la procédure de déclaration de projet valant mise en comptabilité du PLU a donc été choisie pour procéder au déclassement de l'EBC.

Suite à ce déclassement, la réalisation du projet d'extension et de réhabilitation du Muséum devra faire l'objet notamment d'une demande d'autorisation de défrichement.

Dans le cadre du déclassement de l'EBC, la fiche patrimoine, correspondant au Museum d'Histoire Naturelle, sera mise à jour pour tenir compte des modifications graphiques apportées.



Localisation de l'EBC à déclasser du Plan de zonage du PLU en vigueur

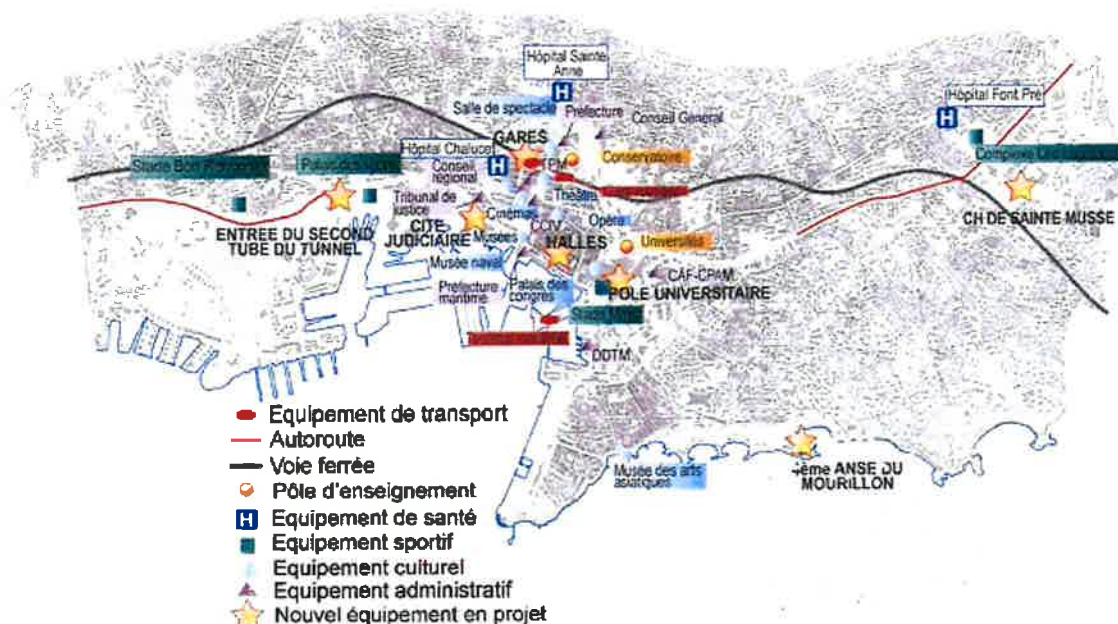


Plan de zonage modifié

Le déclassement concerne une surface de 340 m² d'espaces boisés classés.

B. UN PROJET COMPATIBLE AVEC LE PADD DU PLU DE TOULON

Toulon assure un rayonnement culturel qui irrigue l'ensemble de l'agglomération. Comme le rappelle le PADD du PLU de Toulon, l'objectif du PLU n'est pas d'envisager à court terme d'équipement structurant majeur complémentaire mais bien le maintien de ces équipements.



Extrait PADD du PLU

L'extension du Museum départemental du Var a pour objectif de permettre le maintien du Museum au sein du jardin départemental du Las tout en permettant son évolution devenue indispensable au gré des besoins développés précédemment.

Le projet respecte également la valorisation du patrimoine, inscrit en tant qu'objectif au sein du PADD du PLU de Toulon. En effet, le projet d'extension ne remettra pas en cause le caractère remarquable du Museum d'histoire naturelle répertorié dans l'inventaire patrimonial.

4. CADRAGE REGLEMENTAIRE : ARTICULATION ET COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPERIEURS

A. LES REGLES GENERALES DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été approuvé le 15 octobre 2019. Instauré par la loi NOTRe, il fixe une stratégie régionale à moyen et court termes (2030-2050) sur divers domaines : l'environnement, les infrastructures d'intérêt régional, l'habitat, l'équilibre des territoires et les transports.

Le PLU doit être compatible avec les règles du SRADDET et prendre en compte ses objectifs.

La mise en œuvre du projet répond à la règle du SRADDET associée à la ligne directrice n°1 « Renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional » et notamment l'axe n°1 « Renforcer le rayonnement du territoire et déployer la stratégie régionale de développement économique ». Pour cela, l'une des orientations vise justement à valoriser en particulier le pôle touristique et culturel du territoire participant au rayonnement de la région.

ORIENTATION 2 Des pôles d'excellence économiques, universitaires, culturels et touristiques porteurs du rayonnement régional

Le SRADDET vise à valoriser les grands pôles économiques, touristiques, universitaires et culturels du territoire participant au rayonnement de la région. Cette orientation promeut une stratégie économique globale qui se décline en matière d'accessibilité, d'offre de services, d'aménagement et de soutien à des grands projets.

Objectif 4
Renforcer les grands pôles économiques, touristiques et culturels

Objectif 5
Définir et déployer la stratégie régionale d'aménagement économique

Objectif 6
Soutenir le rayonnement du territoire en matière universitaire, de recherche et d'innovation

Extrait orientation SRADDET

D'autre part, le projet s'inscrit en compatibilité avec la ligne directrice n°2 « maîtriser la consommation de l'espace, renforcer les centralités et leur mise en réseau », traduite par la règle suivante : « prioriser la mobilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes.... ».

AXE 3 RECONQUÉRIR LA MAÎTRISE DU FONCIER RÉGIONAL ET RESTAURER LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

ORIENTATION 1 Les grands équilibres préservés et une organisation du territoire plus rationnelle

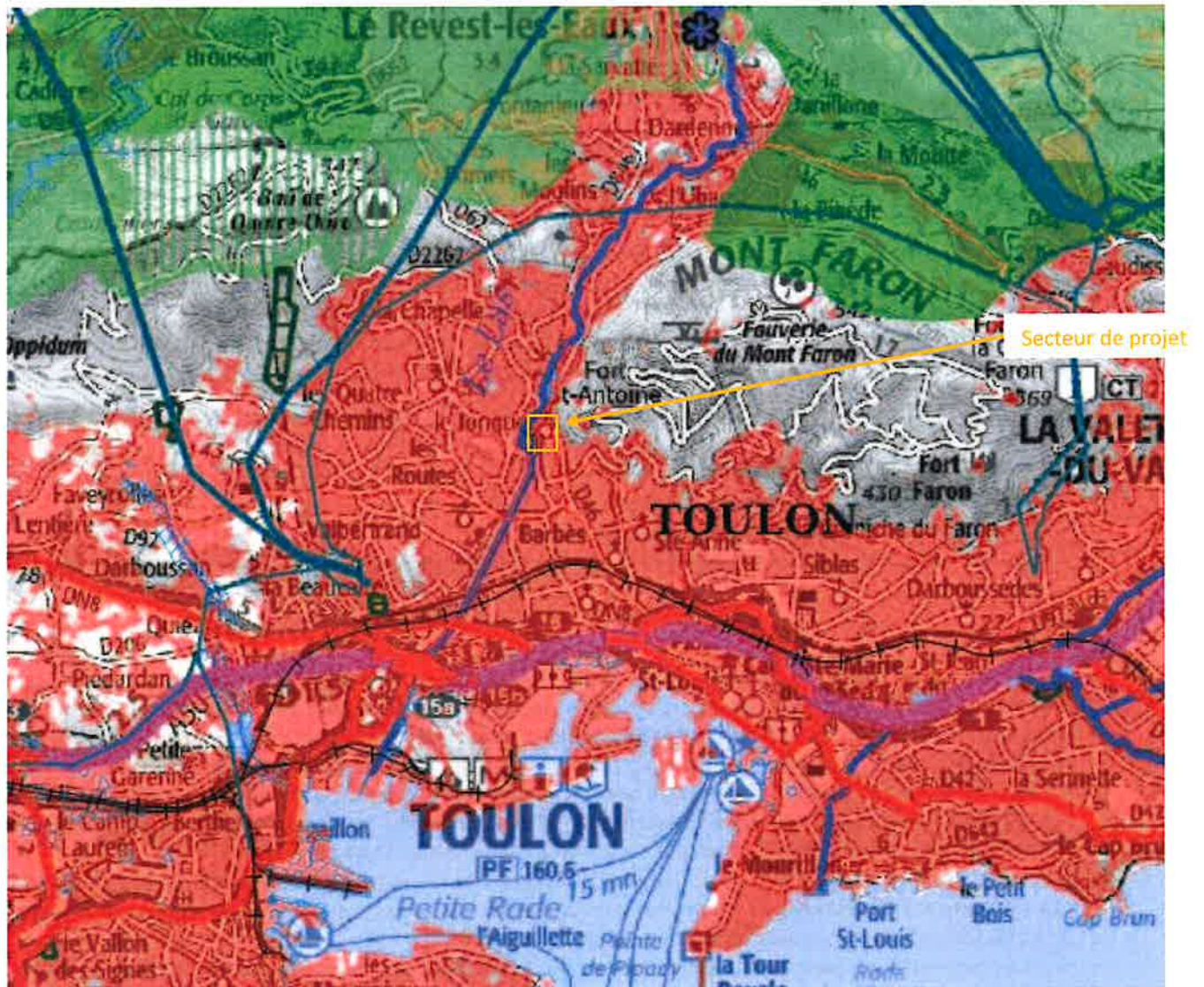
Le SRADDET vise une gestion économe de l'espace, il entend mettre en œuvre les moyens de lutter contre l'étalement urbain. Pour cela, il privilégie le développement du territoire autour de centralités identifiées, au sein des enveloppes urbaines définies par les SCoT. Pour atteindre cet objectif, plusieurs leviers sont proposés : la réalisation de stratégies foncières, la densification des enveloppes urbaines, la mobilisation du potentiel de renouvellement urbain, la recherche de nouvelles formes urbaines moins consommatrices d'espace...

Extrait orientation SRADDET

B. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE), INTEGRE AU SRADDET

Cet outil est co-piloté par l'Etat et la Région. Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), approuvé le 26 novembre 2014, est le document qui identifie, à l'échelle régionale, les réservoirs de biodiversité et les corridors qui les relient entre eux, constituant la Trame Verte et Bleue (TVB) du territoire.

Sur la base du diagnostic, le SRCE a fixé des objectifs et des priorités d'actions. Le plan d'action stratégique du SRCE présente les différents gestes pouvant être mis en œuvre, pour atteindre ces objectifs. Le SRCE est à présent annexé au SRADDET de la région. La carte est néanmoins moins précise. Ainsi pour plus de lisibilité, la carte du SRCE de 2014 a été utilisée pour définir la compatibilité du projet.



Occupation du sol

- Espace naturel
- Espace agricole
- Espace artificialisé

Réseau hydrographique

- Réseau hydrographique
- Espace de fonctionnalité des cours d'eau

Réseau routier

- Type autoroutier
- Liaison principale
- Liaison régionale
- Bretelle

Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau

- Ouvrage situé sur les cours d'eau classés au titre de l'art L.214-17 I 2° du Code de l'Environnement

Recherche de préservation optimale

Trame verte

- Réservoir de biodiversité
- Corridor

Relais écologique, espaces de conciliation ou d'interface

- Réservoir de biodiversité en zones urbaines
- Corridor en zones urbaines

Trame bleue

- Réservoir de biodiversité

Recherche de remise en état optimale

Trame verte

- Réservoir de biodiversité
- Corridor

Relais écologique, espaces de conciliation ou d'interface

- Réservoir de biodiversité en zones urbaines
- Corridor en zones urbaines

Trame bleue

- Réservoir de biodiversité

Extrait du SRCE à l'échelle de la commune de Toulon

Les sites concernés s'inscrivent au cœur d'un espace artificialisé de la commune sans enjeu à l'échelle du SRCE. En effet, le projet d'extension est situé à proximité du Las, classé en réservoir de biodiversité de préservation optimale de la trame bleue mais ne l'impacte pas.

C. LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE) PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (INTEGRE AU SRADDET)

Le SRCAE constitue l'un des principaux schémas de planification mis en place par les lois Grenelle 1 et 2. Le SRCAE, élaboré en application de la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010, est un cadre stratégique visant à renforcer la cohérence des politiques territoriales en matière d'énergie, de qualité de l'air et de lutte contre les effets des changements climatiques. Le SRCAE de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur a été approuvé par arrêté préfectoral le 17 juillet 2013. Il est à présent annexé au SRADDET de la région.

Le SRCAE définit, à partir d'états des lieux, des objectifs et des orientations aux horizons 2020 et 2050 en termes de :

- Développement des énergies renouvelables ;
- Maîtrise des consommations énergétiques ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- Qualité de l'air et de réduction des émissions de polluants atmosphériques, d'adaptation au changement climatique.

Les travaux projetés pour le maintien de l'ambiance hygrothermique des espaces d'exposition du Muséum d'histoire naturelle de Toulon relèvent en premier lieu d'un process respectant le cahier des charges des exposants, mais également des contraintes environnementales attachées à toute modification importante des ouvrages bâtis. Dans le présent cas et compte tenu du caractère architectural protégé de l'établissement situé dans un cadre naturel sensible, certaines techniques performantes ne pourront prospérer (climatisation solaire sur PAC à adsorption par exemple). Il conviendra de retenir néanmoins les meilleures technologies disponibles au moment de la restructuration du muséum, portant sur les disciplines suivantes :

- Les travaux de restructuration doivent inclure une sensible amélioration de l'enveloppe du bâti, avec notamment le traitement de toutes les baies vitrées au moyen d'un double vitrage thermique de même efficacité que pour les parties courantes des murs de façade.
- La maîtrise des consommations énergétiques fera appel à une supervision des équipements autorisant leur programmation fonction de l'occupation des locaux, des conditions météo extérieures, et d'équipements performants (centrale double flux à récupération, technologie inverter sur les compresseurs et ventilateurs, récupération systématique de la chaleur gratuite des désurchauffeurs de centrales d'eau glacée utilisées en déshumidification, etc ...).
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre sera recherchée en premier lieu par l'usage discret d'énergie renouvelable (chauffe-eau sanitaire sur panneaux solaires en terrasse technique), et l'usage de pompes à chaleur compatibles avec des gaz frigorigènes à faible impact environnemental (HFO, R32 ...) dimensionnées pour supporter une évolution prévisible des températures estivales à la hausse. Leur coefficient de performance sera généralement nettement supérieur aux machines traditionnelles permettant un fonctionnement performant donc moins polluant.
- Aucun des équipements prévus ne sera générateur de pollution due à la combustion d'énergie fossile, ni ne rejettera de l'air contaminé chimiquement ou bactériologiquement comme pourrait l'être celui d'un laboratoire.

L'installation sera compatible avec la proximité du Jardin Remarquable labellisé par le Département du Var.

Le projet est donc compatible avec les orientations principales du SRCAE, actuellement intégré au SRADDET.

D. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) PROVENCE MEDITERRANEE

La commune de Toulon est concernée par l'application du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Provence Méditerranée approuvé le 6 septembre 2019 et en cours de révision.

Le SCoT est un document de planification stratégique à long terme, créé par la loi solidarité et renouvellement urbain en décembre 2000, dont le périmètre et le contenu ont été revus par ordonnance du 17 juin 2020, afin d'être adapté aux enjeux contemporains. Il permet aux communes appartenant au même bassin de vie de mettre en cohérence, dans le respect du principe de subsidiarité, leurs politiques dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, des implantations commerciales, des déplacements et de l'environnement.

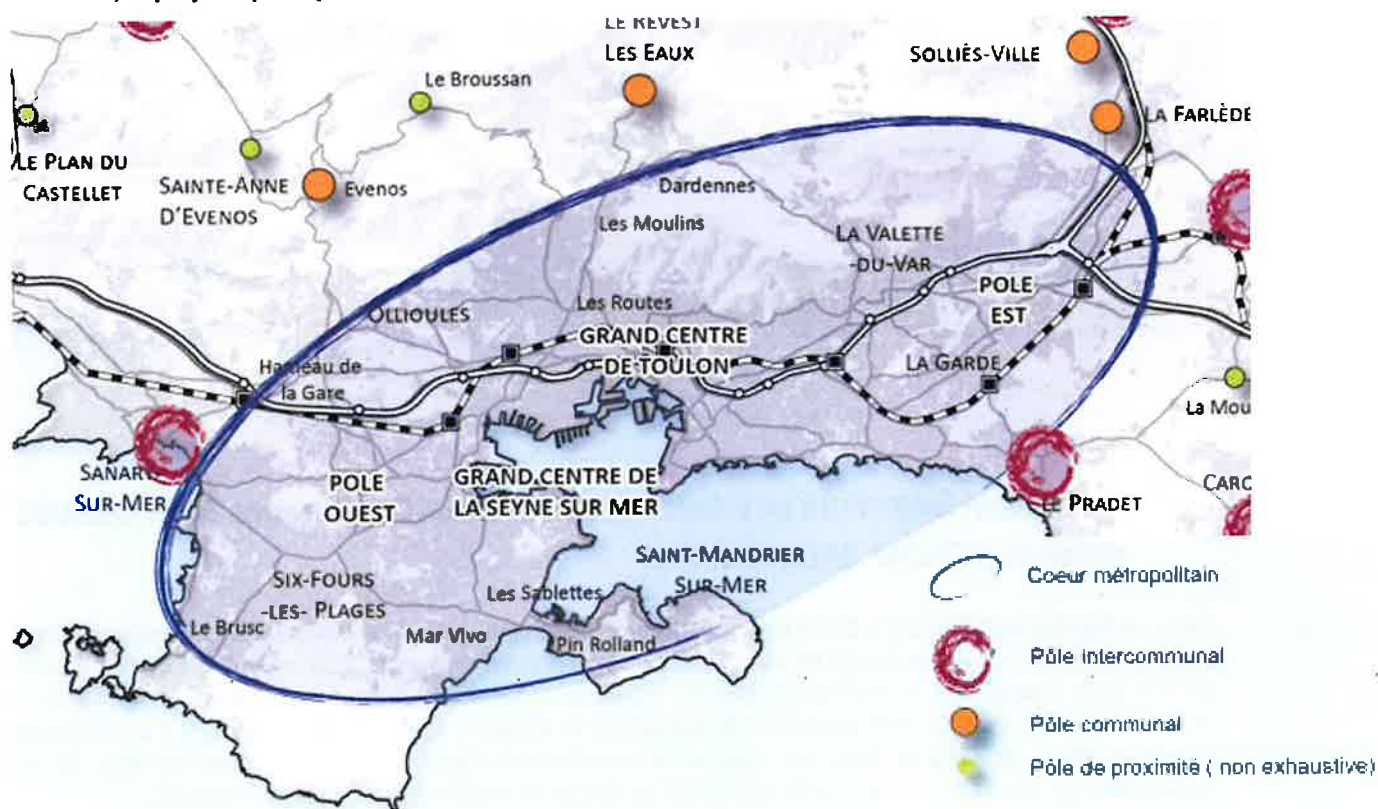
Le projet de modernisation du Muséum d'histoire naturelle du Var conforte le caractère de cœur métropolitain, reconnu à la commune de Toulon par le SCoT.

Ce dernier identifie le secteur de projet comme un espace privilégié de renouvellement urbain, autour des gares et le long du réseau urbain structurant de transport collectif ou en projet.

Par ailleurs le projet de territoire du SCoT fixe des objectifs en terme de grands équipements, décliné par un sous-objectif qui prône la poursuite du développement culturel par :

- La promotion de l'identité locale du territoire (Provence, Méditerranée ...) ;
- L'accès à la culture pour tous.

De ce fait, le projet répond parfaitement à la volonté du SCOT Provence Méditerranée.



Extrait du SCoT Provence Méditerranée



Extrait du SCoT Provence Méditerranée

E. LE SCHEMA DIRECTEUR DE L'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) DU BASSIN RHONE MEDITERRANEE

Prévu par les articles L.212-1 et L.212-6 du Code de l'environnement, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 est un outil de planification qui fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et le respect de la directive cadre sur l'eau. Il s'agit d'un document d'aménagement stratégique dont les principales orientations s'appliquent directement au PLU, et par conséquent, au site de projet. Le SDAGE 2022-2027 se décline en neuf orientations fondamentales :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics de d'eau et d'assainissement ;
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;

• **Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Toulon**

- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

<i>Orientations du SDAGE</i>	<i>Déclaration de Projet du Muséum</i>	<i>Compatibilité</i>
S'adapter aux effets du changement climatique	Non concerné	/
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Non concerné	/
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Concerné	Le projet est raccordé aux réseaux d'eau potable et ne contribuera pas à la dégradation des milieux aquatiques. Les rejets des eaux usées seront traités par le réseau d'assainissement.
Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	Non concerné	/ -
Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	Non concerné	/
Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé	Concerné	Le projet sera raccordé aux réseaux d'eau potable et d'assainissement évitant ainsi les rejets ou les consommations directs dans les milieux aquatiques. Le projet d'extension est relativement faible et n'a donc pas d'incidence significative sur la consommation en eau et la qualité des masses d'eau du SDAGE.
Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	Concerné	Le projet n'a pas d'incidence directe sur les bassins et les milieux aquatiques.
Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Concerné	Le projet consiste en une simple extension d'un bâtiment existant raccordé au réseau d'eau potable de sorte qu'il n'impactera pas la ressource en eau.
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturels des milieux aquatiques.	Non concerné	Le projet se situe à proximité du Las mais n'engendrera pas de modification du fleuve côtier. Par ailleurs, il s'agit exclusivement d'une extension d'un bâtiment. Le projet ne crée donc pas un risque d'insécurité pour la population.

Le projet est compatible avec le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée au regard des éléments précités.

F. LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI), LE TERRITOIRE A RISQUE IMPORTANT D'INONDATION (TRI)

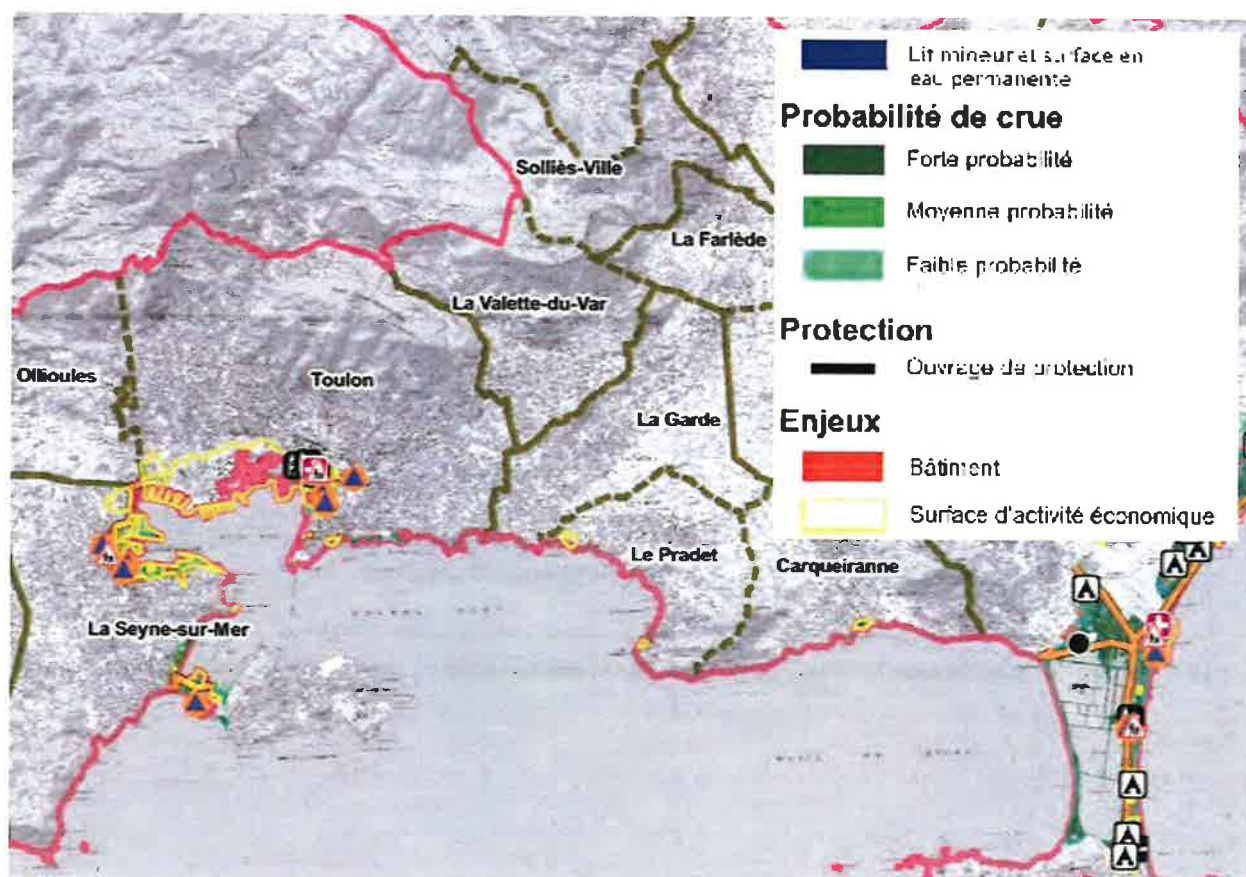
Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) est l'outil de mise en œuvre de la directive inondation. Il vise à :

- Encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Définir des objectifs prioritaires pour réduire les conséquences négatives des inondations des 31 Territoires à Risques Important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée.

Le PGRI traite d'une manière générale de la protection des biens et des personnes. Que ce soit à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée ou des Territoire à Risque Important (TRI), les contours du PGRI se structurent autour des 5 grands objectifs complémentaires :

- Le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation ;
- La gestion de l'aléa en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- L'amélioration de la résilience des territoires exposés ;
- L'organisation des acteurs et des compétences pour mieux prévenir les risques d'inondation ;
- Le développement et le partage de la connaissance.

La commune de Toulon est incluse dans le TRI Toulon-Hyères.



Extrait carte TRI Toulon-Hyères

Le site de projet n'est compris dans aucune zone de probabilité de crue.

G. LE PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DES PETITS COTIERS TOULONNAIS

La commune de Toulon est concernée par le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) des Petit Côtiers Toulonnais. En effet la Métropole Toulon Provence Méditerranée a signé le 4 avril 2019 avec ses partenaires une convention cadre du PAPI visant à fixer des modalités de mise en œuvre d'actions pour une gestion durable du risque inondation sur l'ensemble du territoire. Le PAPI initialement programmé sur la période 2018-2021 a été prolongé jusqu'en juin 2023 par avenant.

Le PAPI des Petit Côtiers Toulonnais fixe 34 actions dont en particulier pour le Las :

- Des travaux d'entretien de cours d'eau sur tout le périmètre du PAPI des Petit Côtiers Toulonnais.
- Des travaux hydrauliques sur le Las afin de définir des aménagements pour la gestion des crues.

Le projet ne remet pas en cause les actions engagées par le PAPI et n'aggrave pas le risque d'inondations.

H. LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE (PPA)

Enjeu majeur de santé publique, la qualité de l'air s'améliore depuis plusieurs années. Entre 2007 et 2018, les populations exposées à une qualité de l'air dégradée ont été divisées par 4 sur la zone du Plan de Protection de l'Atmosphère du Var.

La lutte contre la pollution atmosphérique nécessite de prendre des mesures pérennes portées par l'ensemble des acteurs territoriaux. Le PPA constitue l'outil privilégié de la mise en œuvre de ces mesures. Il se concrétise en différentes actions dans les secteurs des transports, de l'industrie, du chauffage résidentiel, de l'agriculture, etc. Le PPA s'articule avec les démarches de planification et les programmes d'actions engagés par les collectivités pour améliorer la qualité de l'air tels que le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires, les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, Plans de Déplacements Urbains et Plans Locaux d'Urbanisme. Sa réalisation incombe au préfet de département.

La directive européenne 2008/50/CE sur la qualité de l'air, retranscrite dans les articles L.222-4 à L.222-7 et R. 222-13 à R.222-36 du Code de l'environnement, impose l'élaboration d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants, ce qui est le cas de l'agglomération de Toulon. Suite à l'évaluation du PPA 2013-2018 en vigueur et dans la mesure où quelques dépassements des normes de la qualité de l'air perdurent malgré une amélioration constatée, le préfet du Var a engagé la révision du PPA le 17 janvier 2019, parallèlement à celles des PPA des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes.

Le PPA du Var a été approuvé le 17 mars 2022, l'enjeu n'est donc plus d'atteindre les seuils réglementaires. Le défi est de tendre vers un seuil plus exigeant : celui des valeurs recommandées en 2005 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de 20 µg/m³/an pour les particules fines pour améliorer la santé de la population. C'est pourquoi le PPA révisé met en œuvre un plan d'une cinquantaine d'actions, ambitieux et partagé avec tous les partenaires du territoire et en particulier les collectivités.

Le PPA se fixe les objectifs suivants :

- Conserver sur toute la durée du PPA le respect des seuils réglementaires pour l'ensemble des stations fixes de surveillance de la qualité de l'air.
- À l'horizon 2025 :
 - o Plus aucune population exposée à des dépassements des valeurs limites réglementaires (sur la base des modélisations réalisées par AtmoSud).
 - o Tendre vers les seuils recommandés par l'OMS en 2005 pour les PM10 et PM2,5 (respectivement 20µg/m³ et 10µg/m³ en moyenne annuelle).

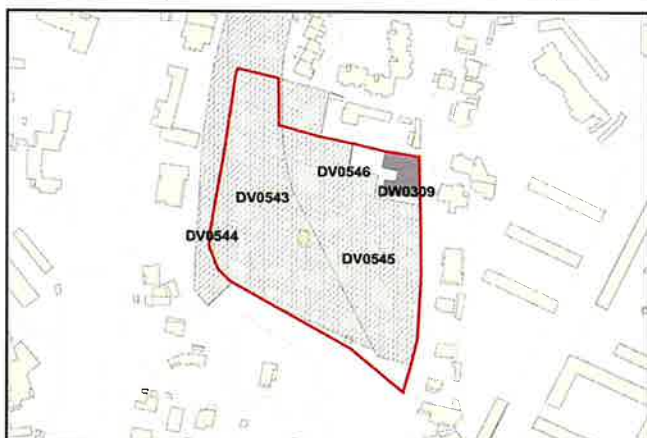
Le PPA a ainsi établi un programme d'actions par catégorie : maritime, transport terrestre, industrie, biomasse, résidentiel et communication.

La mise en compatibilité du PLU s'inscrit pleinement dans les objectifs fixés par le PPA, à travers la thématique du projet, qui cible davantage une sensibilisation sur le sujet.

Le projet est compatible avec le PPA en ce que :

- Il n'est pas d'ampleur susceptible de remettre en cause la qualité de l'air (extension d'un bâti existant).
- Les travaux de restructuration incluront une sensible amélioration de l'enveloppe du bâti avec notamment le traitement de toutes les baies vitrées au moyen d'un doublage thermique de même efficacité que pour les parties courantes des murs de façade.
- La maîtrise des consommations énergétiques fera appel à une supervision des équipements autorisant leur programmation fonction de l'occupation des locaux, des conditions météo extérieures, et d'équipements performants (centrale double flux à récupération, technologie inverter sur les compresseurs et ventilateurs, récupération systématique de la chaleur gratuite des désurchauffeurs de centrales d'eau glacée utilisées en déshumidification, etc ...).
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre sera recherchée en premier lieu par l'usage discret d'énergie renouvelable (chauffe-eau sanitaire sur panneaux solaires en terrasse technique) et l'usage de pompes à chaleur compatibles avec des gaz frigorigènes à faible impact environnemental (HFO, R32 ...) dimensionnées pour supporter une évolution prévisible des températures estivales à la hausse. Leur coefficient de performance sera généralement nettement supérieur aux machines traditionnelles permettant un fonctionnement optimum donc moins polluant.
- Aucun des équipements prévus ne sera générateur de pollution due à la combustion d'énergie fossile, ni rejettera de l'air contaminé chimiquement ou bactériologiquement comme pourrait l'être celui d'un laboratoire.

Références cadastrales : DV0543 - DV0544 - DV0545 DV0546 - DW0309		Statut : Public	Type de patrimoine : Divers
Adresse : Jardin Départemental du Las - 737 Chemin du Jonquet (ancienne Maison Burnett)			
Datation	Portée :	Source :	Circa : 2ème moitié du XIXème siècle



Historique :

Le domaine agricole de plus d'un hectare, spécialisé au XXème siècle dans la production de cresson de fontaine, ainsi que la résidence de 650 m² ont appartenu à la famille britannique Burnett, puis acquis dans les années 1990 par le Conseil Général du Var, afin de préserver ce patrimoine classé parmi les Espaces Naturels Sensibles.

En 2000, après des opérations d'aménagement et de mise en valeur, le jardin rebaptisé « du Las », du nom du petit fleuve côtier bordant la propriété, est ouvert au public. La maison de maître réhabilitée abrite depuis 2011 le museum d'histoire naturelle de Toulon et du Var.

Situé en plein coeur de la vallée du Las, ce jardin a été récompensé en 2014 par le label « jardin remarquable ». Il accueille des plantes exotiques venues d'Orient, d'Océanie et d'Amérique et mêle une composition classique avec une grande allée de platanes conduisant à la maison et bordée de parcelles structurées par des haies accueillant l'une un jardin des roches, une autre une serre, puis une circulation autour d'une grande prairie dominée par son cèdre majestueux doté d'un large platelage de bois. En parallèle du Las ont été aménagés un fil d'eau et son bassin puis un jardin rural menant à une petite friche, lieu privilégié d'observation des insectes.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE

Description :

En acquérant, en 1947, cette bastide construite dans la seconde partie du XIXème siècle, le britannique Brian Burnett transforma celle-ci en une vaste demeure de campagne mêlant diverses influences architecturales.

Dans le style d'un cottage anglais, l'aile Sud fut agrémentée de façades à colombage et d'une toiture débordante avec charpente apparente, et l'aile Ouest d'un décor de brique. Les garde-corps de balcons furent constitués de bois ouvragé, tout comme les festons ornant les bas de pente des toitures.

A l'occasion de la transformation de cette demeure en Muséum d'Histoire Naturelle, en 2011, des extensions formées de verrières furent accolées au Sud et à l'Ouest, alors qu'un ravalement de façade recouvra les décors de brique.

Desservant la partie d'étage accessible aujourd'hui au public, l'escalier monumental en bois et les carreaux de ciment de l'entrée d'origine sont toujours visibles.



Justificatif de la préservation :

Ce bâtiment remarquable conserve différents éléments architecturaux qui sont les témoins de ses transformations au fil du temps. A l'origine une bastide rurale, puis une demeure de campagne anglaise et enfin un Muséum d'Histoire Naturelle sur le site d'un jardin remarquable.

Sources bibliographiques et archivistiques :

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Paca/Politique-et-actions-culturelles/Conservation-regionale-des-monuments-historiques/Jardins-remarquables>



MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE



MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE



© toute reproduction est interdite



PLAN LOCAL
D'URBANISME

